

ASSEMBLÉE NATIONALE

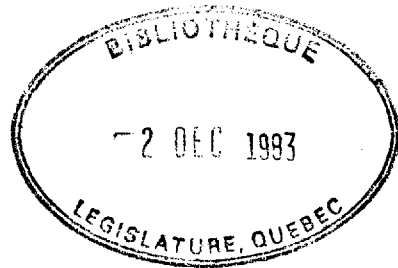
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 231 (PRIVÉ)

Loi concernant l'Oeuvre des vocations tardives

Première lecture



Présenté par
M. Hermann Mathieu
Député de Beauce-Sud

Éditeur officiel du Québec

1983

Projet de loi 231

(PRIVÉ)

Loi concernant l'Oeuvre des vocations tardives

ATTENDU que l'Oeuvre des vocations tardives, corps politique ayant son siège social dans la paroisse de Saint-Victor, dans le comté de Beauce, a été constituée par le chapitre 137 des lois de 1919;

Que les administrateurs provisoires n'ont jamais adopté de règlements généraux et n'ont jamais nommé d'administrateurs permanents;

Qu'aucun administrateur provisoire n'est encore vivant;

Que la corporation a opéré depuis ce temps par l'intermédiaire d'un conseil de fait et qu'elle possède des biens, droits et obligations et que de nombreuses transactions ont été effectuées;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'Oeuvre des vocations tardives, ci-après appelée «la corporation», existe depuis le 17 mars 1919.

2. Les personnes occupant présentement les fonctions de supérieur, assistant-supérieur, secrétaire, conseillers de la corporation sont les membres actuels du conseil d'administration de la corporation jusqu'à ce que d'autres personnes, s'il y a lieu, soient élues ou nommées à leur place conformément aux règlements ou statuts que le conseil d'administration pourra adopter.

3. Tous les actes, contrats, transactions passés par ou au nom de l'Oeuvre des vocations tardives, ou au nom de Séminaire du Sacré-Coeur de St-Victor de Beauce, ou au nom de Séminaire de Saint-Victor, ou sous tout autre nom qui n'était pas exactement son nom corporatif,

ont la même valeur légale que si la corporation avait agi en vertu de décisions prises légalement, en son nom propre, par un conseil d'administration légalement en fonction.

4. Suite à sa constitution par le chapitre 137 des lois de 1919, la corporation est réputée avoir été et être dûment structurée et organisée et, jusqu'à la date de la sanction de la présente loi, les règlements, règles, résolutions, décisions, mesures, nominations ou autres actes ayant trait, de quelque façon que ce soit, à la régie interne de la corporation, ne sont pas entachés de nullité ou illégaux du seul fait qu'il n'a jamais été procédé à l'organisation initiale de la corporation.

5. Au cas de dissolution de la corporation approuvée par les deux tiers des membres présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et à laquelle il y a quorum, ses biens, après paiement des dettes et exécution des obligations, sont transférés en toute propriété à l'Archevêque catholique romain de Québec.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.